

Appel issu du meeting du 26 janvier 2019 :

« Combattre ensemble la politique actuelle de destruction de l'enseignement public ! »

Partout le même constat est fait, partout il suscite l'indignation ! Les politiques dans l'enseignement menées par les gouvernements successifs s'acharnent à remettre en cause les missions fondamentales de l'école et de l'université publiques : instruire et émanciper.

Partout s'exprime une conscience de plus en plus nette des enjeux des politiques actuelles dans l'enseignement : ce ne sont pas là de simples mesures d'austérité visant à réduire les dépenses publiques, **c'est la fin programmée du droit pour tous de s'instruire gratuitement**, d'acquérir des qualifications ainsi que les diplômes nationaux qui les sanctionnent, de bénéficier des droits et des garanties que ces diplômes apportaient jusqu'alors par leur reconnaissance dans les conventions collectives et les statuts.

Les attaques actuelles (réforme du bac et du lycée, Parcoursup, réforme de la voie professionnelle, arrêté licence, hausse des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers, etc.), tout en s'inscrivant dans la continuité des réformes antérieures, atteignent une intensité et une radicalité sans précédent. Elles démontrent clairement qu'il s'agit de livrer la jeunesse, en particulier celle des classes populaires, au jeu de la concurrence effrénée et de l'exploitation aveugle, en la privant des armes qui lui permettent de se défendre contre l'asservissement à la loi du profit. On refuse aujourd'hui que cette jeunesse dispose des moyens de prendre conscience de ses pouvoirs et de sa dignité, que lui soient offertes les ressources pour mettre en question le monde qui l'entoure. L'existence de diplômes ayant la même valeur sur tout le territoire, l'accès gratuit au savoir, le droit donné à chacun(e) de déterminer et de construire son avenir... : **ces libertés élémentaires sont devenues intolérables pour un gouvernement qui se donne pour vocation de maintenir et de renforcer coûte que coûte les privilèges des plus fortunés.** À ses yeux, toutes les entraves à la loi du marché doivent être balayées, quitte à ce que les droits de l'immense majorité soient anéantis, quitte à ce que s'effondrent ces piliers de notre civilisation que sont l'école et l'université publiques.

C'est donc d'un enjeu de civilisation qu'il s'agit, de la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre ! Telle est l'alternative : **ou bien reconquérir une école et une université qui instruisent, préserver cet acquis de l'humanité, ou bien céder aux politiques qui conduisent à leur destruction.**

Or la volonté de faire barrage à cette politique se fait désormais entendre de toutes parts. Les lycéens

et les étudiants, bien conscients que le gouvernement œuvre à sacrifier leur avenir, à le rendre plus incertain, plus inégalitaire, plus marqué par l'isolement et la solitude, plus étranger à toute forme de solidarité sociale, se mobilisent sur les mots d'ordre précis d'abrogation des réformes. Dans leur combat, ils se heurtent à des formes de répression barbares. **Enseignants** du primaire, du secondaire, du supérieur, de l'enseignement spécialisé, voyant le sens de leur métier s'effriter sans cesse davantage, cherchent depuis des mois les voies de la reconquête de leur droit de transmettre des connaissances, de rester les libres auteurs de leur enseignement, de léguer à la jeunesse les savoirs dont ils sont les héritiers, eux qui sont maintenant sommés de trier les élèves et les étudiants qu'ils avaient jusque là pour tâche d'instruire. Les **parents d'élèves** de leur côté subissent l'angoisse engendrée par le dispositif Parcoursup, par une réforme du lycée qui sème le chaos et dont l'intérêt pour les élèves est insaisissable.

Malgré tout, le gouvernement se sent autorisé à poursuivre son œuvre de destruction de l'école et de l'université publiques. Malgré tout, le gouvernement multiplie les attaques. **Dispersés, toutes celles et tous ceux qui cherchent à résister à cette politique ne parviennent pas à lui faire barrage.**

C'est pourquoi, attachés à l'instruction, attachés aux connaissances et à leur transmission de génération en génération, **nous**, enseignants du primaire, du secondaire, du supérieur, de l'enseignement spécialisé, lycéens, étudiants, parents d'élèves, travailleurs, **réunis le 26 janvier 2019 lors du meeting « Combattre ensemble la politique actuelle de destruction de l'enseignement public », affirmons ceci :**

- **Il est nécessaire que toutes les forces opposées à cette destruction s'unissent !**
- **Hors de question que nous laissons la barbarie s'étendre !**
- **Hors de question que nous laissons les établissements d'enseignement se plier à la logique de l'entreprise !**
- **Hors de question que nous laissons le gouvernement détruire l'école et l'université publiques !**
- **Hors de question de céder devant l'exigence de faire de la jeunesse une marchandise docile !**

C'est pourquoi nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent gagner cette bataille à réunir des enseignants, des étudiants, des élèves, des parents d'élèves, des travailleurs et à discuter avec eux de cet appel.

Que toutes et tous nous recherchions ensemble les moyens de renverser la politique barbare du gouvernement, que toutes et tous nous disions d'une seule voix :

Non à la disparition de l'enseignement public !

Oui à la reconquête d'une école et d'une université qui instruisent !

Oui à l'égalité devant l'instruction !

Oui à l'émancipation de toute la jeunesse !

PREMIERS SIGNATAIRES : *Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit*, collectif de défense de l'école qui instruit et émancipe ; *Sauvons l'Université !*, association de défense de l'enseignement supérieur et de la recherche ; **Arnaud ALBARÈDE**, syndicaliste enseignant (93) ; **Annabelle ALLOUCH**, MCF en sociologie à l'Université de Picardie, membre du CA de l'*Association des sociologues de l'enseignement supérieur* (ASES) ; **Laure BEYRET**, représentante syndicale et enseignante spécialisée (75) ; **Laura CATRY**, représentante des parents d'élèves au CA et au CVS de l'Institut national des jeunes sourds (INJS), secrétaire de l'association des parents d'élèves et amis de l'INJA et INJS ; **Peggy CÉNAC-GUESDON**, Maître de Conférences à l'université de Bourgogne Franche-Comté ; **Mariannick DAGOIS**, PRAG en musicologie, membre de *Sauvons l'Université !* ; **Jérémy DAIRE**, élève en classe préparatoire littéraire au lycée Michelet de Vanves ; **Hendrik DAVI**, Directeur de Recherche INRA, animateur du livret ESR à la FI ; **Christian DE MONTLIBERT**, professeur émérite de sociologie, docteur honoris causa de l'université de Crète ; **Angélique DEL REY**, enseignante en philosophie au lycée, auteur du livre *À l'école des compétences* ; **Ève DEMAÏLLY**, MCF en géographie, Paris 8 ; **Mirella DUCHESNE**, enseignante contractuelle en lycée professionnel (93) ; **Martine DUPUY**, conseillère pédagogique retraitée de Marseille, membre du secrétariat d'animation du *Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit* (13) ; **Baptiste DUVAL**, formateur-enseignant au GRETA de l'Eure ; **Corine EYRAUD**, sociologue, Aix-Marseille Université, Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail (LEST), membre du CA de l'*Association des Sociologues Enseignants du Supérieur* (ASES) ; **Judith FELZINE**, conseillère principale d'éducation (93) ; **Artemisa FLORES ESPINOLA**, sociologue, Université Paris 8 ; **Laurence GIAVARINI**, MCF en littérature française, membre de *Sauvons l'Université !* ; **Elie HADDAD**, chercheur CNRS ; **François JARRIGE**, MCF en Histoire, Université de Bourgogne ; **Jack LEFEBVRE**, syndicaliste enseignant, membre du secrétariat du *Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit* (78) ; **Kevin LEVILLAIN**, enseignant-chercheur, Mines Paris Tech ; **Antoine LUCIANI**, lycéen (93) ; **Eléonore** et **William MAURY**, gardiens d'immeuble (75) ; **Marc MOUHANNA**, enseignant en lycée, syndicaliste, membre du secrétariat du *Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit* (93) ; **Hadrien NOUVELOT**, enseignant agrégé d'histoire-géographie (69) ; **Julien O'MIEL**, Maître de conférences en science politique, Université de Lille, Membre du bureau de l'*Association des sociologues de l'enseignement supérieur* (ASES) ; **Pierre OUZOULIAS**, sénateur des Hauts-de-Seine, vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication ; **Vanina PELONNE-CARRIÉ**, professeur d'école en maternelle (13) ; **Luc PISSIS**, consultant (75) ; **Raphael PORTEILLA**, MCF science politique Université Bourgogne Franche-Comté ; **Joël POTHIER**, enseignant-chercheur, Sorbonne Université ; **Romain PUDAL**, chercheur en sociologie au CNRS, membre du CA de l'*Association des sociologues de l'enseignement supérieur* (ASES) ; **Manon RENIÉ**, lycéenne (93) ; **Philippe ROMS**, directeur d'école honoraire (13) ; **Luc SALAVILLE**, Professeur des écoles, syndicaliste (13) ; **Fanny SCHERR**, enseignante en sciences économiques et sociales (75) ; **Ariel SEVILLA**, Maître de conférences en sociologie, Laboratoire CEREP, Université de Reims ; **Jean-Louis TORNATORE**, professeur, université de Bourgogne Franche-Comté ; **Paul UHALDE**, étudiant à l'université Paris 8 ; **Lorenzo VARALDO**, directeur d'école en Italie, auteur du livre *L'école renversée*.

Je m'associe publiquement à cet appel.

Nom, prénom	Adresse électronique	Signature	Ma signature est publique Oui/Non

SIGNER EN LIGNE LA PÉTITION <https://cepadep.fr/signer1.php>

Signatures papier à renvoyer à cepadep@gmail.com